



Le réchauffement climatique et les enjeux de diversité : quels liens ?

Manuel Cornil • Octobre 2023

Le défi du 21^{ème} siècle ?

Depuis le rapport Meadows (1972), l'impact des humains sur son environnement et sur le climat sont devenus des évidences pour la plupart des scientifiques (gaz à effet de serre, acidification des océans, destruction de la biodiversité...). Cela fait maintenant plusieurs années que le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) tente de comprendre les interactions entre les activités humaines et les phénomènes climatiques, afin d'analyser et d'anticiper la manière dont les transformations du climat impacteront les sociétés et la biodiversité. Ce groupe d'expert·es tente d'alerter les décideur·euses politiques et d'en influencer les décisions afin de réduire au maximum l'impact négatif de l'humain sur l'environnement.

Selon l'organisme météorologique mondiale (OMM) : « Il y a à peu près une chance sur deux (48 %) que la moyenne de la température mondiale à proximité de la surface de la Terre dépasse de 1,5 °C les niveaux de l'ère préindustrielle au cours d'au moins une année entre 2022 et 2026. (OMM, 2023) » Le 1.5°C était déjà une limite à ne pas franchir depuis l'accord de Paris en 2015 et nous y sommes presque. « La température moyenne mondiale pour la période de dix ans comprise entre 2013 et 2022 est déjà supérieure d'environ 1,14 °C [1,02 à 1,27 °C] à sa valeur préindustrielle, une augmentation qui se rapproche de la limite inférieure que l'Accord de Paris tente de faire observer. (OMM, 2023) » indique également l'OMM.

D'après le rapport du GIEC (IPCC, Pörtner et al., 2022), nous sommes actuellement, si la production de gaz à effet de serre ne diminue pas, dans le scénario où une augmentation de la température globale de 4°C à 5°C est attendue d'ici la fin du siècle.

La difficulté des défis climatiques réside dans le fait qu'ils sont particulièrement interconnectés. Il est donc nécessaire d'agir de manière globale. Le GIEC (IPCC, Pörtner et al., 2022) énumère les impacts du changement climatique sur la structure des écosystèmes, les cycles de la nature et sur la répartition des êtres vivants peuplant notre planète. Ils résument également les impacts du climat sur nos sociétés où de nombreux défis sont à prévoir dans les domaines du système alimentaire, hydrique (crise de production alimentaire, famine, stress hydrique), de la santé, du bien-être (maladie, santé mentale...) et sur les infrastructures humaines (monté des eaux, destructions des infrastructures humaines, effondrement de systèmes économiques, catastrophes naturelles de plus en plus récurrentes...).

Les problématiques climatiques et ses implications ont pris une place de plus en plus importante dans les préoccupations de diverses sociétés, influençant, pour partie, les politiques nationales et internationales. La nécessité de réduire les gaz à effet de serre et de préserver divers pans de la biodiversité est (enfin ?) devenu une priorité.

Des migrations forcées ?

Les multiples et complexes aspects du réchauffement climatique auront, entre autres, comme effet d'entraîner une multitude de crises migratoires provoquée, notamment, par la destruction des habitats comme, par exemple, pour les populations issues des îles et/ou la diminution mondiale de la production de denrées alimentaires (famines...) qui provoqueront également davantage de migrations.

Le rapport du GIEC indique que 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent dans des contextes qui sont très vulnérables aux changements climatiques. (IPCC, Pörtner et al., 2022)

Au regard de ces différents enjeux, de réelles politiques visant une justice environnementale et climatique pourraient être élaborées.

La justice environnementale peut se comprendre comme une répartition et un traitement inégal des biens et des déchets (toxiques, pollutions...) issus de l'exploitation de la nature. Ainsi, les populations racisées, précarisées, discriminées ont eu tendance à être davantage victimes des impacts négatifs du traitement et des transformations de la nature, en plus d'en percevoir inégalement les fruits. Ce terme est apparu pour la première fois en 1982 suite à l'installation d'un dépôt de déchets toxiques près d'une zone d'habitation aux Etats-Unis majoritairement afro-américaine.

Ce constat s'est fait à la fois à l'intérieur des pays entre différentes classes sociales et/ou populations, mais également entre les pays, principalement entre le Nord et le Sud. L'expression « justice climatique » a été développée pour expliquer plus particulièrement ces phénomènes. Ainsi, les populations issues des pays moins développés, le plus souvent, sont les plus impactées par les changements climatiques dans sa globalité et de la manière la plus brutale. Les populations très précarisées au sein des pays en voie de développement sont donc doublement victimes. A la fois victimes d'un système d'exploitation humain de la nature qui exporte ses effets négatifs sur ces populations et à la fois victimes d'un dérèglement climatique qui va croître avec les années. Les pays davantage défavorisés ont généralement une faible empreinte carbone, mais ils sont/seront touchés de manière disproportionnée par les conséquences négatives du changement climatique.

Le rapport du GIEC nous informe, à ce propos, que les populations issues d'Afrique, d'Asie, d'Amérique sud/centrale et des petites îles sont/seront les plus impactées par la crise environnementale. (Birkmann and ali, 2022) Si l'on observe l'empreinte carbone par habitant, par pays, les nations les plus défavorisées du monde ont tendance à émettre moins de CO2 dans l'atmosphère. Ce constat est très fortement marqué pour l'Afrique, par exemple. (Fleury, 2022)

En outre et comme coup de grâce, les populations qui ont la possibilité de migrer sont, plutôt, des personnes détenant un minimum de ressources (sociales, financières...). De nombreuses populations extrêmement précarisées (davantage les femmes) n'auront que comme seule possibilité, de rester dans les environs et de faire face à des situations très difficiles.

95% des victimes décédées par suite des catastrophes naturelles entre 1979 et 2004 vivaient dans un pays en voie de développement. De plus, environ 260 millions de personnes seront déplacées d'ici 2030 et jusqu'à 1,2 milliards en 2050. (Osman-Elasha, s.d.) En outre, « *le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés calcule qu'en moyenne, depuis 2008, 21,5 millions de personnes ont été déplacées chaque année de force, à cause de catastrophes telles que des inondations, des tempêtes, des incendies ou des températures extrêmes.* » (Oxfam, 2022)

Malgré une prévision de crise migratoire climatique, des politiques et stratégies internationales ne semblent pas être réfléchies. La complexité des facteurs migratoires et le caractère non « prévisionnel » du dérèglement climatique permettent aux décideurs de ne pas s'en saisir sérieusement. Les transformations mondiales du climat risquent aussi de produire des contextes favorisant des conflits nationaux et internationaux sans précédent.

Nous assistons depuis quelques années, dans le monde et en Europe, notamment suite aux crises géopolitiques, économiques, épidémiologiques, migratoires, énergétiques et environnementales à la montée de l'extrême droite (Statista, 2022). Comme en France avec Marine Le Pen (17.3%), en Hongrie avec le parti Jobbik (36.9%), en Italie avec la victoire récente du parti Fratelli D'Italia (26.5%), en Pologne avec le parti PiS (44.5%) ou encore en Belgique avec la remontée du Vlaams Belang (de 3.7% en 2014 à 11.9% en 2019 aux élections législatives).

Les différents partis ont, notamment, en commun de vouloir développer des politiques anti-migratoire, nationalistes, sécuritaires et hétéronormatives. Les droits des femmes, des réfugié-es/migrant-es et des LGBTQIA+ devraient être, selon ces partis, davantage limités. La victoire récente du parti de Giorgia Meloni avec son discours anti-migratoire, en Italie, et la construction du mur de Trump à des points

stratégiques de la frontière mexicaine en sont des exemples particulièrement marquants. Au sein de l'Europe, les conditions d'accueil des réfugié·es/migrant·es sont très fortement corrélées aux pouvoirs politiques mis en place et l'on peut sentir que cette problématique devient de plus en plus prioritaire pour les électrices et électeurs des différents pays de l'Europe.

Ces partis sont également souvent peu enclins à s'intéresser sérieusement aux enjeux climatiques. Par exemple, en juillet 2022, malgré le cris d'alarme de la communauté scientifique, la droite et l'extrême droite du parlement européen ont été fermement opposées au projet de règlement de restauration de la nature (Lamquin, 2023).

Sur un total de 962 160 (100%) demandes d'asile dans l'Union Européenne en 2021, L'Allemagne (25%), la France (16%), l'Espagne (12%), l'Italie (9%) et l'Autriche (11%) comptent les $\frac{3}{4}$ des demandes. (Européen, 2022) La Hongrie, où le parti d'extrême droite de Viktor Orban est solidement installé depuis maintenant plus de dix ans, n'a rapporté que 45 (0.004%) demandes d'asile contre 36 740 (3.81%) pour la Belgique, d'ailleurs pays 3 fois plus petit.

Si des gouvernements anti-immigrations puissants et stables émergent progressivement en Europe, les demandeur·euses d'Asile, entre autres, ne pourront plus se tourner vers une Europe solidaire pour de l'aide.

À ces constats, s'ajoute également l'inégal accueil réservé aux migrant·es dans la plupart des pays de l'Europe. Ainsi, la crise migratoire ukrainienne provoquée par la guerre contre la Russie a été révélatrice d'un racisme structurel profondément ancré dans nos sociétés où les conditions d'accueil pour les ukrainien·nes étaient facilitées et encouragées, en regard des autres personnes migrantes, notamment issues de Syrie, d'Afrique du nord et subsaharienne. De nombreuses personnalités et militant·es ont mis en lumière cette différence de traitement et plaident pour une réelle égalité (Rodier, 2022) (Biermé, 2022).

Les conditions des femmes et minorités dans ces contextes ?

La condition des femmes et des minorités est intimement liée aux changements climatiques. En effet, diverses études analysent que leurs conditions de vie diminuent lors de catastrophes environnementales (cyclones, typhons, périodes de fortes pluies...). Les femmes et les minorités sont davantage touchées, pour une multitude de raisons, par le changement climatique.

Sur les 1,3 milliard de personnes vivant dans des conditions de pauvreté, 70% sont des femmes. Et alors qu'elles jouent un rôle clé dans la production alimentaire mondiale (50 à 80%), elles détiennent moins de 10% des terres. (UNFPA, 2022)

Ces diverses observations, relayées par l'UNFPA (United Nations Population Fund) (UNFPA, 2022), mettent en avant divers dangers pour les femmes conséquemment au changement climatique, considéré comme un « multiplicateur de menaces ».

Les transformations du climat alimentent les conflits dans le monde entier et les femmes deviennent encore plus vulnérables à toutes les formes de violence, notamment basées sur le genre, y compris les violences sexuelles liées aux conflits, à la traite des êtres humains et le mariage des enfants.

Il a été observé, par exemple, par la UNFPA que le trafic sexuel augmentait après les cyclones et les typhons dans la région d'Asie-Pacifique (GBV/AoR, s.d.). L'UNDP (United Nations Development Programme) a mis en lumière que les taux de violence domestique, d'abus sexuels et de mutilations génitales féminines ont augmenté pendant les longues périodes de sécheresse en Ouganda. (Gevers,

Musuya, & Bukuluki, 2020) L'université de Cambridge a analysé que la violence à l'égard des femmes, des minorités sexuelles et de genre pouvait augmenter *"pendant ou après des événements extrêmes, souvent liés à l'instabilité économique, à l'insécurité alimentaire, au stress mental, à la perturbation des infrastructures, à l'exposition accrue aux hommes, à la tradition et à l'exacerbation de l'inégalité entre les hommes et les femmes"*. (Kim Robin van Daalen & al., 2022)

Le changement climatique contribue à l'augmentation des mariages d'enfants. Ainsi, les conditions météorologiques extrêmes détruisent les moyens de subsistance et exacerbent la pauvreté. Cela peut inciter les familles à marier leurs jeunes filles pour économiser de la nourriture, en échange d'une dot ou parce qu'elles pensent améliorer les chances d'avenir de la jeune fille.

Les mariages précoces ont augmenté dans des pays touchés par des catastrophes climatiques tels que le Malawi, l'Inde, les Philippines, l'Indonésie, la République démocratique populaire lao et le Mozambique, entre autres. (UNFPA, 2022)

Les analyses montrent qu'il existe un lien entre la chaleur extrême et de fortes complications lors des accouchements. De plus, les maladies à transmission vectorielle telles que le paludisme et la dengue ont été associées aux fausses couches, aux naissances prématurées et à l'anémie. La hausse des températures allonge les saisons où les moustiques, qui propagent ces maladies, sont actifs, et les environnements humides favorisent leur reproduction.

Une étude aux Etats-Unis (Ha et al., 2017) indique *"qu'une augmentation de 1 degré Celsius au cours de la semaine précédant l'accouchement est associée à une augmentation de 6 % du risque pendant la saison chaude (mai-septembre), ce qui se traduit par environ quatre mortinaissances supplémentaires pour 10 000 naissances"*.

Enfin, lors d'enjeux climatiques, les ressources humaines sont concentrées sur l'urgence et les enjeux « moins » prioritaires comme l'accès aux services de santé sexuels et reproductifs pourraient être parmi les premiers à être réduits. Même si les services de santé sont maintenus, les femmes et les filles déplacées n'y ont souvent plus accès, ce qui peut entraîner davantage de grossesses non désirées et d'infections sexuellement transmissibles. L'accès à la santé (sexuelle ou non) et les enjeux liés à la reproduction sont également des problématiques climatiques.

Par exemple, au Mozambique, plus de 20 000 femmes en âge de procréer ont risqué une grossesse non désirée lorsqu'elles n'ont pas eu accès à la contraception à la suite du cyclone Eloïse en janvier 2021. (GBV/AoR, s.d.) Après le passage des cyclones Eta et Iota au Honduras en 2020, il a été estimé que 180 000 femmes en âge de procréer n'ont pas pu avoir accès à un planning familial. (UNFPA.2, 2021) Une étude a montré qu'après des périodes d'insécurité alimentaire, les femmes tanzaniennes qui travaillaient dans l'agriculture se tournaient vers le trafic sexuel pour survivre, ce qui a contribué à des taux plus élevés d'infection du VIH/sida. (de Walque et al., 2014)

Les femmes, minorités et premières populations victimes des désastres climatiques doivent être activement prises en compte dans les décisions politiques internationales liées aux enjeux climatiques. Ainsi, L'ONU Femme a observé que : « Lorsque des catastrophes surviennent, les femmes sont moins susceptibles de survivre et plus susceptibles d'être blessées en raison d'inégalités entre les sexes de longue date qui ont créé des disparités en matière d'information, de mobilité, de prise de décision et d'accès aux ressources et à la formation. Après une catastrophe, les femmes et les filles ont moins accès aux secours et à l'assistance, ce qui menace encore plus leurs moyens de subsistance, leur bien-être et leur rétablissement, et crée un cercle vicieux de vulnérabilité aux catastrophes futures. » (ONU, 2022).

Et en Belgique ?

Malgré notre situation géographique grandement favorisée, l'Europe et la Belgique ne sont/seront pas épargnés par les enjeux climatiques. En effet, les effets que nous avons pu percevoir sont, notamment, des périodes de forte chaleur de plus en plus intenses ou des inondations de plus grande ampleur. Diverses catastrophes « naturelles » devraient être de plus en plus récurrentes et d'une plus grande intensité. (Delepierre, 2023)

A titre d'exemple, en Europe, si la température globale monte à 3°C, le nombre de décès et les risques de stress dus aux canicules augmenteront de 2 à 3 fois en comparaison au 1.5°C. L'Espagne, pays Européen de première ligne des changements climatiques, a près de 75 % de son territoire en risque de désertification selon les Nations unies (ONU). Une augmentation de 20,5% de décès (fortes chaleurs, pic à 44°C en Andalousie) a été enregistrée pour l'été de 2022 en comparaison avec l'été de 2019 (référence sans Covid19). (Monde & AFP, 2023)

L'été 2023 a, à nouveau, été ponctué de nouveaux records historiques de pics de température (Espagne, Italie, Japon, Maroc, Allemagne), d'incendies (Canada, Grèce), d'inondations (Corée du sud), de pluies torrentielles ou encore de cyclones (Chine) en Europe et dans le monde. (Munster, 2023) (AFP, 2022) (Le Soir, 2023) (Declaire, 2023)

Si l'on peut croire que les populations plus vulnérable de Belgique sont à « l'abris » de ces dangers et que les valeurs d'interculturalité, de solidarité et d'égalité entre les populations sont solidement ancrées, elles restent cependant encore illusoire. Malgré les avancées législatives des dernières décennies visant à lutter contre les discriminations et pour plus d'égalité (de genre...), les défis en Belgique restent encore nombreux.

Les inégalités et les discriminations peuvent être observées dans les différents lieux et secteurs de notre société. Les femmes, les personnes racisées, les minorités, les personnes âgées, les jeunes, les personnes porteuses d'un handicap ou encore les personnes plus précarisées sont encore trop souvent victimes de discrimination direct et/ou indirect. Entre autres, pour l'accès à un emploi stable et de qualité, aux promotions, ou encore pour l'accès à un logement.

En 2022, Unia (institution interfédérale de lutte contre les discriminations) a reçu 1.187 signalements de discrimination en région bruxelloise dont 34,4% étaient signalé dans le secteur travail et emploi. 32% des 440 dossiers ouverts relevaient de critères dits « raciaux ». 36 % concernent l'emploi. 24 % les biens et services. Les faits concernent surtout quatre secteurs : l'emploi, le logement, les réseaux sociaux et ce qu'on peut appeler le racisme « quotidien ». Il y a aussi le grand inconnu : le chiffre du sous-rapportage, les faits signalés ne représentant que la pointe émergée de l'iceberg.

En effet, diverses études, notamment d'UNIA (UNIA, Monitoring socio-économique : marché du travail et origine 2022, 2022), mettent en évidence que les discriminations sont structurelles et profondément inscrites dans notre système. Dans son monitoring socioéconomique de 2022 (UNIA, Monitoring socio-économique : marché du travail et origine 2022, 2022), UNIA énonce, par exemple, que « la segmentation de notre marché du travail est étroitement et fortement corrélée à l'origine nationale ». Le taux de chômage selon l'origine ne montre pas de grandes variations et n'évoluent donc pas de manière grandement positive au cours des dernières années.

Les travailleur·euses ayant une origine étrangère extra-européenne continuent d'enregistrer le taux de chômage le plus élevé en Région bruxelloise (20,3%), alors que ce taux est nettement plus faible pour les personnes d'origine belge (8,0%) (ViewBrussels & Actiris, 2022). Ceci indique que l'accès à l'emploi reste plus difficile d'accès pour les travailleur·euses ayant une origine non européenne. Par exemple, à niveau de diplôme élevé égal entre les populations, les travailleur·euses d'origine Belges conservent un

taux d'emploi nettement supérieur aux autres. (UNIA, Monitoring socio-économique : marché du travail et origine 2022, 2022)

Le marché du travail est également segmenté en ce qui concerne le genre. En effet, et bien que le taux de femmes au chômage semble diminuer avec les années, elles ont davantage tendance à contracter (parfois de manière involontaire) des contrats précaires et à avoir des postes moins bien rémunérés. La crise du covid 19 a d'ailleurs mis en lumière que beaucoup de métiers essentiels, souvent difficiles et moins bien rémunérés, étaient composés majoritairement de femmes.

À Bruxelles, 82% des travailleur-euses sont des femmes dans les secteurs considérés comme essentiels, dont beaucoup sont d'origine étrangère. (FGTB, 2023) En 2022, 26,1% des salarié-es travaillaient à temps partiel. Le temps partiel reste majoritairement féminin avec 40,7% des femmes salariées tandis que les hommes ont recours au temps partiel qu'à 11,9%. (StatBel, 2023) Pour les femmes salariées, une des principales raisons pour travailler à temps partiel était de « *s'occuper de leurs enfants ou d'autres personnes dépendantes* », ou encore pour « *autres raisons familiales* ». (respectivement 26% et 11,7% contre 9,7% et 5% pour les hommes).

Malgré une légère réduction de l'écart salarial et de la répartition entre les hommes et les femmes des temps pleins/partiels, il est évident que les femmes restent socialement, culturellement et symboliquement fortement confinées au devoir du soin, de l'aide, de l'accompagnement, de l'assistance et de l'éducation.

Ces stéréotypes et la domination masculine demeurent une réalité ancrée structurellement dans notre société. En outre, il faut ici mentionner que les personnes victimes de discriminations intersectionnelles auront tendance à avoir davantage de difficultés. Lorsqu'une personne est victime de discrimination pour deux ou plusieurs motifs, qui agissent simultanément et interagissent de manière inséparable, cela produit des formes distinctes et spécifiques de discrimination. Unia estime qu'il est question de discrimination intersectionnelle « lorsque différents critères de discrimination interagissent et deviennent inséparables par l'interaction avec un contexte particulier, rendant une personne plus vulnérable que d'autres dans le même contexte » (UNIA, Discrimination multiple et intersectionnalité, 2023). L'effet de la multiplication des identités discriminées n'est pas nécessairement cumulatif, mais plutôt interactif et complexe.

Ainsi, il est observé dans le marché du travail Belge que : « *le taux d'emploi des femmes reste, pour tous les niveaux de diplôme, inférieur à celui des hommes, mais l'écart de genre est de loin le plus important parmi les personnes disposant au plus d'un certificat de l'enseignement secondaire inférieur. Dans certains cas (populations), le taux d'emploi des hommes diplômés au maximum de l'enseignement secondaire inférieur est même deux fois plus élevé que celui des femmes. C'est le cas pour les personnes originaires du Proche/Moyen-Orient, du Maghreb et d'un pays candidat à l'UE. Seulement 19,8% des femmes originaires du Proche/Moyen-Orient qui ont terminé au plus l'enseignement secondaire inférieur ont un emploi (contre 45% pour les hommes).* » (UNIA, Monitoring socio-économique : marché du travail et origine 2022, 2022)

En regard de ces constats, nous pouvons aisément imaginer l'impact de l'augmentation des bouleversements climatiques en Belgique.

Diverses études, notamment médicales, ont déjà analysé les conséquences des périodes de canicule sur la santé qui agissent de manière inégale entre les populations. Les femmes enceintes (critère protégé : genre), les nourrissons, les personnes âgées (critère protégé : âge) et les personnes porteuses de handicap et de maladies chroniques (critère protégé : état de santé et handicap) sont plus vulnérables aux fortes chaleurs.

Les personnes vivant en milieu urbain et/ou dans des logements mal isolés (critère protégé : fortune), les professionnel-es travaillant à l'extérieur (souvent des ouvriers ayant de moins bonnes rémunérations

et protections sociales) et les personnes en situation de précarité, sans domicile ou en situation d'isolement sont surexposées aux fortes chaleurs (prévention, 2023).

Entre autres, nous observons déjà une migration et une augmentation d'insectes vecteurs de maladies graves dans nos contrées. Ainsi, il a été observé que les moustiques et insectes tropicaux comme le moustique tigre commencent à apparaître en Belgique de manière de plus en plus régulière. Ils transmettent, notamment, des maladies comme la dengue (symptômes grippaux et potentiellement mortels pour les plus fragiles), le chikungunya (aucun traitement et possibilité d'épidémie en Belgique) ou encore le Zika (dangereux pour les nourrissons des femmes enceintes) (Sciensano, 2021).

Les ségrégations spatiales, économiques et ethniques que connaît Bruxelles sont également des problématiques amplifiées par les enjeux climatiques. Ces personnes se retrouvent doublement pénalisées, socialement/économiquement et climatiquement.

Par exemple, les populations du centre de la ville habitent généralement dans des quartiers plus pollués, dans des logements de moindre qualité, se nourrissent moins bien, souvent pour des raisons économiques, et développent donc davantage de maladies chroniques (asthme, maladie cardiovasculaire...). Ces personnes sont et seront plus fortement frappées par les fortes chaleurs, mais également par la plupart des problèmes climatiques.

Aux enjeux sociaux, viennent se coupler ceux environnementaux et de genre. Dit autrement, les personnes plus précarisées (souvent d'origines étrangères) et vulnérables (femmes, minorités...) seront donc plus exposées de manière disproportionnée aux problèmes climatiques, même en Belgique.

Quel avenir pour nos sociétés ?

L'objectif de ce modeste texte a été de montrer que des défis environnementaux et de diversité importants existaient et qu'ils étaient intimement liés l'un à l'autre.

Le GIEC a encore énoncé que : « *dans les pays à revenu élevé, des groupes spécifiques peuvent être très vulnérables au changement climatique en raison de la marginalisation et de la discrimination liées à l'appartenance ethnique ou au sexe/genre* » (IPCC, Pörtner and ali, 2022). L'Europe et la Belgique ne sont donc pas à l'abri et doivent/devront faire des choix de sociétés.

Si les partis d'extrême droite continuent de progresser en Europe et ce, en diapason avec les catastrophes climatiques, les femmes et les groupes plus vulnérables seront davantage touchés, stigmatisés et laissés pour compte, même au sein des pays développés, dans les prochaines années.

« *En Pologne, depuis 2020, l'IVG n'est autorisée plus qu'en cas de viol, d'inceste, ou si la vie de la mère est en danger. Et en Hongrie, un décret de 2022 oblige les femmes à écouter le cœur du fœtus avant d'avoir la possibilité d'avorter.* » (Statista, 2022)

Les populations d'Europe et de la Belgique pourraient donc faire le choix d'un repli national et européen en fermant les frontières aux futur-es migrant-es, notamment climatiques, souvent victimes de processus historiques basés sur l'exploitation de leurs terres par des pays industrialisés. Et parallèlement, de décider de poursuivre une idéologie traditionnelle et conservatrice favorisant l'hétéronormativité et la domination masculine.

Faire le choix d'une société repliée sur elle-même semble d'autant plus aisé en regard des mouvements géopolitiques récents, de la course à l'accaparement des ressources, des terres et par le caractère de

nos sociétés extrêmement individualistes, autocentrées et basées sur la compétition des individus. Ces phénomènes sont amplifiés par le système dominant et culturel international.

Cependant, si nos sociétés et leurs populations veulent davantage mettre en place des politiques visant des objectifs d'égalité, de solidarité, de respect, de bienveillance, de justice sociale et climatique, il faut impérativement réfléchir et agir, à échelle nationale et internationale, à une prise en compte réelle des limites de notre planète et de ses ressources. De plus, le développement et la protection des politiques sociales et égalitaires, sur base d'une réelle coopération horizontale avec les femmes, les diverses populations et les minorités, est indispensable si nous voulons tendre vers une société portant ces valeurs.

Comme l'ont démontré les experts du GIEC, la possibilité du scénario le plus favorable ne nous est déjà plus atteignable. À nos sociétés, décideurs, influenceurs et industriels de voir jusqu'à quel point ils veulent minimiser ces problèmes ou jouer de manière déraisonnée, inégale et égoïste avec les limites de notre planète bleue, bientôt rouge.

La nécessité d'interactions vertueuses est fondamentale si l'on veut éviter les scénarios les plus catastrophiques élaborés par le GIEC dans son dernier rapport. (Inclusion, égalité, justice, diversité des savoirs et protection des écosystèmes).

Bibliographie

AFP. (2022, Juillet 17). Plus de 45°C en Italie, incendies au Canada: nouvelle semaine de canicule dans l'hémisphère Nord. Récupéré sur Le Soir: <https://www.lesoir.be/525929/article/2023-07-17/plus-de-45degc-en-italie-incendies-au-canada-nouvelle-semaine-de-canicule-dans>

Biermé, M. (2022, Septembre 21). « Il y a une asymétrie entre l'accueil des Ukrainiens et les autres nationalités ». Récupéré sur Le Soir: <https://www.lesoir.be/466904/article/2022-09-21/il-y-une-asymetrie-entre-laccueil-des-ukrainiens-et-les-autres-nationalites>

Birkmann, J., E. Liwenga, R. Pandey, E. Boyd, R. Djalante, F. Gemenne, W. Leal Filho, P.F. Pinho, L. Stringer, and D. Wrathall, 2022: Poverty, Livelihoods and Sustainable Development. In: *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, pp. 1171-1274, doi:10.1017/9781009325844.010. URL : <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/chapter/chapter-8/#figure-8-box-8-1-1>

Decleire, A. (2023, 08 08). Juillet 2023 explose le record de chaleur : trois chiffres qui montrent que la Terre est « en ébullition » (infographies). Récupéré sur Le Soir: <https://www.lesoir.be/529978/article/2023-08-08/juillet-2023-explose-le-record-de-chaleur-trois-chiffres-qui-montrent-que-la>

Delepierre, F. (2023, Juillet 14). Le vrai ou faux : la Belgique est-elle à l'abri des vastes feux de forêt destructeurs ? Récupéré sur Le Soir: <https://www.lesoir.be/525550/article/2023-07-14/le-vrai-ou-faux-la-belgique-est-elle-labri-des-vastes-feux-de-foret-destructeurs>

de Walque, Damien and Dow, William and Gong, Erick, Coping with Risk: The Effects of Shocks on Reproductive Health and Transactional Sex in Rural Tanzania (January 1, 2014). World Bank Policy Research Working Paper No. 6751, Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2383630>

Européen, C. (2022). Infographie - Demandes d'asile dans l'UE. Récupéré sur Conseil de l'Union Européenne: <https://www.consilium.europa.eu/fr/infographics/asylum-applications-eu/>

FGTB. (2023, Janvier). Baromètre socio-économique 2022. Récupéré sur FGTB: <https://www.fgtb.be/barometre-socio-economique-2022>

Fleury, A. (2022, Juillet). Toutes les cartes pour bien comprendre l'empreinte écologique par pays. Récupéré sur HelloCarbo: <https://www.hellocarbo.com/blog/calculer/empreinte-ecologique-par-pays/>

GBV/AoR. (s.d.). CLIMATE CHANGE AND GENDER, WHAT ARE THE LINKS ? Récupéré sur Gender-Based Violence AOR: <https://gbvaor.net/sites/default/files/2021-03/gbv-aor-helpdesk-climate-change-gbv-19032021.pdf>

Gevers, A., Musuya, T., & Bukuluki, P. (2020, Janvier 28). Why climate change fuels violence against women. Récupéré sur United Nations Development Programme: <https://www.undp.org/blog/why-climate-change-fuels-violence-against-women>

Ha, S., Liu, D., Zhu, Y., Soo Kim, S., Sherman, S., Grantz, K. L., & Mendola, P. (2017). Ambient Temperature and Stillbirth: A Multi-Center Retrospective Cohort Study. *Environmental health perspectives*, 125(6), 067011. <https://doi.org/10.1289/EHP945> URL : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5743476/>

IPCC, 2022: Summary for Policymakers [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, M. Tignor, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Lösschke, V. Möller, A. Okem (eds.)]. In: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Lösschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, pp. 3-33, doi:10.1017/9781009325844.001. URL : <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/chapter/summary-for-policymakers/>

Kim Robin van Daalen, M., & al., e. (2022, Juin). Extreme events and gender-based violence: a mixed-methods systematic review. Récupéré sur THE LANCET PLANETARY HEALTH: [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(22\)00088-2/fulltext#articleInformation](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(22)00088-2/fulltext#articleInformation)

Lamquin, V. (2023, Juillet 12). Loi européenne sur la restauration de la nature : le PPE a perdu, la nature et la démocratie aussi ? Récupéré sur Le Soir: <https://www.lesoir.be/525204/article/2023-07-12/loi-europeenne-sur-la-restauration-de-la-nature-le-ppe-perdu-la-nature-et-la>

Le Soir, R. (2023, Juillet 18). Alerte rouge en Espagne, des zones balnéaires évacuées en Grèce... le sud de l'Europe toujours écrasé par la chaleur. Récupéré sur Le Soir: <https://www.lesoir.be/526093/article/2023-07-18/alerte-rouge-en-espagne-des-zones-balneaires-evacuees-en-grece-le-sud-de-leurope>

Monde, L., & AFP. (2023, Juin 27). En Espagne, la canicule a entraîné une forte augmentation des décès en 2022. Récupéré sur Le Monde: https://www.lemonde.fr/climat/article/2023/06/27/en-espagne-la-canicule-a-entraine-une-forte-augmentation-des-deces-en-2022_6179471_1652612.html

Munster, J.-F. (2023, Juillet 16). Le sud de l'Europe emprisonné sous un dôme de chaleur. Récupéré sur Le Soir: <https://www.lesoir.be/525865/article/2023-07-16/le-sud-de-leurope-emprisonne-sous-un-dome-de-chaleur>

OMM. (2023, Janvier 12). C'est officiel, les huit dernières années sont bien les plus chaudes jamais enregistrées dans le monde. Récupéré sur Organisation Météorologique Mondiale: <https://public.wmo.int/fr/medias/communiqu%C3%A9s-de-presse/c%E2%80%99est-officiel-les-huit-derni%C3%A8res-ann%C3%A9es-sont-bien-les-plus-chaudes>

ONU, F. (2022, Février 28). Inégalités entre les sexes et changements climatiques : des enjeux étroitement liés. Récupéré sur ONU FEMMES: <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/article-explicatif/2022/03/inegalites-entre-les-sexes-et-changements-climatiques-des-enjeux-etroitement-lies#:~:text=Les%20femmes%20et%20les%20filles%20subissent%20les%20r%C3%A9percussions%20le%20plus,leur%20sant%C3%A>

Osman-Elasha, B. (s.d.). Les femmes ...dans le contexte des changements climatiques. Récupéré sur Nations Unies: <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-femmes-dans-le-contexte-des-changements-climatiques>

Oxfam. (2022, Septembre 15). Vers une augmentation croissante du nombre de « réfugiés climatiques ». Récupéré sur Oxfam France: <https://www.oxfamfrance.org/migrations/vers-une-augmentation-croissante-du-nombre-de-refugies-climatiques/>

M. d. (2023, Août 23). Les vagues de chaleur et leurs effets sur la santé. Récupéré sur Ministère de la santé et de la prévention France: <https://sante.gouv.fr/sante-et-environnement/risques-climatiques/article/les-vagues-de-chaleur-et-leurs-effets-sur-la-sante>

Rodier, C. (2022, Décembre 20). Africains ou Ukrainiens ? Une inégalité insupportable dans l'accueil des réfugiés. Récupéré sur Observatoire des inégalités: <https://www.inegalites.fr/Africains-ou-Ukrainiens-Une-inegalite-insupportable-dans-l-accueil-des-refugies>

Sciensano. (2021). Surveillance des moustiques exotiques Aedes en Belgique. Récupéré sur Sciensano: <https://www.sciensano.be/fr/projets/surveillance-des-moustiques-exotiques-aedes-en-belgique#:~:text=En%20bref,%C3%A9galement%20occasionnellement%20rep%C3%A9r%C3%A9s%20en%20Belgique.>

StatBel. (2023). Le travail à temps partiel. Récupéré sur StatBel La Belgique en chiffre: <https://statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/marche-du-travail/le-travail-temps-partiel#:~:text=En%202022%2C%2026%2C1%25,partiel%20%C3%A0%2011%2C9%25.>

Statista. (2022, Octobre 2022). Montée de l'extrême droite en Europe - Faits et chiffres. Récupéré sur Statista: <https://fr.statista.com/themes/10062/la-montee-de-l-extreme-droite-en-europe/#topicOverview>

UNFPA. (2022, Juin 16). Five ways climate change hurts women and girls. Récupéré sur United Nations Population Fund: <https://www.unfpa.org/news/five-ways-climate-change-hurts-women-and-girls>

UNFPA.2. (2021, Juin 3). After giving birth under a bridge amid hurricane wreckage, recovery remains a distant prospect for Honduran mother. Récupéré sur United Nations Population Fund: <https://www.unfpa.org/news/after-giving-birth-under-bridge-amid-hurricane-wreckage-recovery-remains-distant-prospect>

UNIA. (2022). Monitoring socio-économique : marché du travail et origine 2022. Récupéré sur UNIA: https://www.unia.be/files/Documenten/Publicaties_docs/Monitoring_socio%C3%A9conomique_2022.pdf

UNIA. (2023). Discrimination multiple et intersectionnalité. Récupéré sur UNIA: <https://www.unia.be/fr/criteres-de-discrimination/discrimination-multiple-et-intersectionnalite#:~:text=On%20parle%20de%20discrimination%20intersectionnelle,autres%20dans%20le%20m%C3%AAme%20contexte.>

ViewBrussels, & Actiris. (2022, Novembre). Etat des lieux : Le marché de l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale. Récupéré sur Actiris: https://www.actiris.brussels/media/3gkphpmu/2022-11-view-brussels-etat-des-lieux_compressed-h-FD18E273.pdf